

**Réponse de France Télécom Orange à la
consultation de l'ARCEP sur la clause de rendez-
vous prévue par les décisions n°2011-0668 et 2011-
0669 en date du 14 juin 2011**

11 Janvier 2013

Référence de la consultation http://www.arcep.fr/uploads/tx_gspublication/cp_clause_rdv_adm_4-5.pdf

Synthèse

France Télécom partage les conclusions tirées par l'Arcep dans la présente consultation. L'état des lieux du marché du très haut débit fixe en France, tel que rappelé de façon objective et synthétique dans le document soumis à consultation, conduit en effet à la conclusion qu'il serait inapproprié et injustifié d'imposer à France Télécom des mesures supplémentaires de régulation asymétrique sur les segments de marché liés à la fibre. En matière d'offres de service à débits supérieurs à 30 Mb/s, France Télécom dispose d'une position réduite sur le marché de détail du très haut débit (moins de 10% des abonnements). Des efforts d'investissement massifs restent à engager dans le déploiement de réseaux FTTH, et ce notamment au regard de l'état de déploiement avancé des réseaux câblés dans leur version FTTLA. Par ailleurs, la réglementation symétrique de la fibre optique et la régulation asymétrique de l'accès au génie civil forment un cadre réglementaire satisfaisant. Enfin, au-delà du fait qu'il n'y a pas d'élément justifiant une évolution des obligations asymétriques pesant sur France Télécom, des travaux liés au nouveau cycle d'analyse des marchés 4 et 5, visant notamment le très haut débit, débuteront dans 6 mois.

De plus, les travaux ayant abouti au cadre réglementaire actuel pour le déploiement des réseaux FTTH ont été engagés il y a environ 5 ans et la dernière étape consistant en l'identification des poches de basse densité des zones très denses est achevée depuis moins d'un an. Certains opérateurs ont décidé de prendre le risque d'investir dans des réseaux FTTH, au premier rang d'entre eux France Télécom. Ils ont fait les efforts nécessaires pour s'adapter au cadre réglementaire dans toute sa complexité. Ils ont désormais besoin d'une stabilité de ce cadre afin de poursuivre leurs investissements.

Une telle stabilité réglementaire mais aussi fiscale pour les prochaines années est par ailleurs une condition nécessaire pour atteindre les objectifs ambitieux fixés par le Président de la République en matière de très haut débit pour tous. Cela est particulièrement nécessaire durant la période actuelle de crise économique et de difficultés financières accrues pour les opérateurs.

Au-delà, il faut que la régulation mette en place les conditions d'une véritable concurrence sur les marchés de détail et de gros du très haut débit sur lesquels l'opérateur de réseaux câblés dispose d'une avance certaine, au vu des chiffres publiés par l'ARCEP, tout en ne supportant aucune contrainte au titre de la régulation sectorielle. Il est nécessaire que les opérateurs puissent lutter à armes égales avec Numéricâble.

France Télécom souhaite que la prochaine analyse des marchés 4 et 5 soit l'occasion d'une analyse approfondie de la situation propre à cet acteur. Au-delà de ce cas particulier, il apparaît important que la réglementation puisse traiter tous les acteurs qui interviennent sur les marchés du très haut débit fixe en France.

Réponses aux questions de la consultation

Question 1 : Avez-vous des commentaires à formuler sur cet état des lieux du marché de détail du très haut débit fixe ?
--

France Télécom n'a pas de remarque particulière sur la description de l'état du parc mais souhaite souligner en particulier les points suivants qui devraient être mieux pris en compte pour une analyse complète du marché de détail.

- Cet état des lieux met en lumière l'avance détenue par Numéricâble. En effet, la différence entre le nombre d'abonnements FTTH (270 000) et le nombre d'abonnements au très haut débit avec terminaison en câble coaxial (1 220 000) est extrêmement importante. Cette avance est confirmée par les annonces publiques récentes de Numéricâble : avec un réseau couvrant 4,6 millions de foyers, soit un tiers de la population française et 97% des villes de plus de 100 000 habitants. Numéricâble est donc incontestablement, à l'heure actuelle, le premier opérateur très haut débit fixe en France.¹
- La caractérisation des marchés semble s'effectuer uniquement sur la base des débits descendants sans prendre en compte le débit remontant alors que celui-ci devrait constituer un axe majeur de développement des usages. Ainsi l'évolution du « cloud computing » marquera une différenciation fondamentale sur les débits remontants. A titre d'exemple, celui-ci peut être de 100 Mbits sur la fibre d'Orange et cela permet le partage quasi instantané de 20 photos (20 min avec la meilleure ligne ADSL). La fibre va ainsi démocratiser un usage en forte croissance, notamment le partage de contenu sur les réseaux sociaux.
- La description du marché est uniquement nationale, que ce soit en matière de nombre d'abonnés ou de parts de marché. Si les principaux acteurs au niveau national pour les abonnements de détail très haut débit en fibre optique jusqu'aux abonnés sont effectivement Orange, SFR et Free, il n'en reste pas moins vrai qu'au niveau local des opérateurs sont parfois présents avec des parts de marché très importantes sans qu'une offre de gros conforme à la réglementation ne soit actuellement proposée aux autres opérateurs de détail.

¹ Sources : Présentation Numéricâble « Investor Day 2012 » à Paris le 27 septembre 2012, Feedback conference Oddo Securities 27 septembre 2012, article du Figaro « Numéricâble accélère son déploiement de la fibre » en date du 28 septembre 2012, article de Zdnet « Numéricâble et la stratégie gagnante de la fibre », Observatoire trimestriel des marchés des communications électroniques en France – Arcep- 2^{ème} trimestre 2012

France Télécom Orange – Réponse de France Télécom Orange à la consultation de l'ARCEP sur la clause de rendez-vous prévue par les décisions n°2011-0668 et 2011-0669 en date du 14 juin 2011

Question 2 : Avez-vous des commentaires à formuler sur cet état des lieux du déploiement et de la mutualisation des réseaux fixes à très haut débit ?

Question 3 : Avez-vous des commentaires à formuler sur cet état des lieux des marchés de gros du très haut débit fixe ?

Les réponses aux questions 2 et 3 sont regroupées.

Les données figurant dans le document de consultation restituent une image fidèle de la situation des déploiements en France. Quelques commentaires doivent néanmoins être apportés.

Tout d'abord, la croissance forte de l'utilisation des infrastructures de génie civil de France Télécom par des opérateurs tiers démontre le bon fonctionnement de l'offre de gros de France Télécom. Ceci est d'ailleurs souligné par l'Autorité qui estime que « l'utilisation croissante de cette offre de gros par les opérateurs alternatifs pour des déploiements massifs et constants de réseaux souterrains témoigne du bon fonctionnement de cette offre régulée ».

En ce qui concerne le constat du faible taux d'éligibilité au très haut débit dans les zones bénéficiant d'un déploiement horizontal, France Télécom y souscrit totalement. Elle souhaite à cet égard rappeler les difficultés et les inefficacités qui demeurent à l'heure actuelle dans l'accès aux immeubles et qui constituent un frein majeur au développement du FTTH.

Ainsi, alors qu'ils ont souvent déjà consenti de lourds investissements pour déployer leur réseau dans la rue, les opérateurs sont souvent confrontés soit au refus des propriétaires de fibrer leur immeuble soit à des négociations longues et difficiles avec les gestionnaires d'immeuble dans le cadre de la signature des conventions syndics.

Par ailleurs, si la loi fait obligation aux promoteurs de pré câbler en fibre optique les immeubles neufs, ceux-ci n'ont pas d'obligation de désigner un opérateur d'immeuble dans des délais raisonnables, ce qui conduit, dans de nombreux cas, à ce que les services FTTH ne soient pas disponibles lors de l'arrivée des occupants dans les nouveaux logements. Une telle situation peut s'avérer particulièrement pénalisante alors qu'il est prévisible que le service universel puisse, dans un avenir proche, être délivré sur fibre optique. Il sera alors important de faire en sorte que certains immeubles neufs puissent ne pas être raccordés à un réseau cuivre dès lors qu'une infrastructure en fibre optique existe.

En outre, il est fondamental que la régulation de la mutualisation des parties terminales de réseaux FTTH continue de s'imposer de manière parfaitement symétrique pour tout type d'acteurs, que les projets soient d'initiative privée ou d'initiative publique et que les éventuels différends entre un opérateur de réseau d'initiative publique et un opérateur privé utilisateur de ce réseau puissent être arbitrés par l'ARCEP dans les mêmes conditions qu'un différend entre opérateurs privés. A défaut, cela serait un facteur dissuasif d'utilisation des réseaux d'initiative publique par les opérateurs privés.

Enfin, il est aussi indispensable, pour l'ensemble des acteurs, que soient clarifiés et harmonisés les grands paramètres économiques constitutifs des offres de gros tels que le niveau de prime de risque ou les coefficients ex post.

Question 4 : Partagez-vous cette analyse de la situation concurrentielle du marché de détail du très haut débit fixe ?

Le marché de détail des services offrant des débits d'au moins 30 Mbit/s, est largement dominé aujourd'hui par Numéricâble avec une empreinte géographique extrêmement large (au moins équivalente à la zone très dense FTTH). Il n'y aurait donc à ce jour aucune justification à vouloir renforcer la régulation à l'encontre de France Télécom mais, à l'inverse, il est nécessaire de s'interroger sur l'absence, pour Numéricâble, d'obligations au moins équivalentes à celles qui pèsent sur les opérateurs FTTH. En particulier, l'obligation d'une offre de gros transparente et non discriminatoire permettant de répliquer les offres de détail existantes sur les réseaux câblés devrait être imposée à Numéricâble. Pour mémoire, Numéricâble avait refusé l'offre d'accès à son réseau à France Télécom, refus validé en 2008 par l'ARCEP. Compte tenu de la dominance désormais avérée de Numéricâble sur le marché du très haut débit tel que défini par la Commission européenne, il est indispensable d'imposer une offre de gros telle qu'évoquée dans les plus brefs délais.

Question 5 : Partagez-vous cette analyse de la situation concurrentielle des marchés de gros du très haut débit fixe ?

Sur le marché de gros du très haut débit, les opérateurs d'immeubles FTTH ont l'obligation symétrique de proposer une offre d'accès à leurs points de mutualisation.

Or, Numéricâble, opérateur dominant sur le marché de détail du très haut débit, ne voit peser sur lui aucune obligation. Cet opérateur bénéficie pourtant d'un avantage important du fait de la présence de son réseau coaxial dans les immeubles qui le dispense de déployer un nouveau réseau, ce qui présente de nombreux avantages techniques et financiers.

Pour autant, aucune obligation de mettre à disposition des autres opérateurs la partie terminale du câble coaxial dédié au client ne pèse sur Numéricâble. Or, une telle réglementation pourrait constituer un accélérateur pour l'adoption de la fibre (en effet le client final est souvent réticent à ce que des travaux soient réalisés dans son appartement). L'opérateur d'immeuble FTTH a lui, dans le même temps, une obligation de mutualisation à l'égard de tous les opérateurs et ce y compris à l'égard des opérateurs de réseaux câblés. Le dégroupage de la partie terminale du câble coaxial étant tout à fait envisageable, il devrait constituer un des points importants à étudier dans la future analyse de marché.

Par ailleurs, France Télécom est le seul acteur à être soumis à une obligation asymétrique d'accès à ses infrastructures de génie civil. Or, dans les zones où France Télécom ne dispose pas d'infrastructures de génie civil, le déploiement des réseaux peut être bloqué soit par un refus d'accès au génie civil existant, soit par l'existence de conditions économiques prohibitives. Ceci conduit à des contentieux et à des dysfonctionnements du marché qui pourraient être évités si le cadre réglementaire posait des obligations claires et équivalentes applicables à tous les propriétaires d'infrastructures de génie civil. France Télécom comprend que la question posée dans la présente consultation porte essentiellement sur l'ajout d'obligations asymétriques sur la fibre et le problème évoqué ci-dessus ne peut donc être traité dans ce cadre. Cependant, il est essentiel que ce sujet soit instruit dans la future analyse des marchés 4 et 5.

Question 6 : Avez-vous des commentaires généraux à formuler sur ces conclusions ou sur l'ensemble du présent document de consultation ?

France Télécom souhaite que soit corrigé le §2.4.1 page 14 qui peut être source d'ambiguïté. En effet il est écrit :

« Ces offres proposent un droit d'usage pérenne, commercialisé par tranches cumulables, de l'ordre de 5% des lignes construites ou à construire. Ce modèle est plus favorable aux opérateurs tiers disposant de capacités d'investissement moindres que le modèle prévu dans les zones très denses hors poches de basse densité (dans lequel les coûts sont le plus souvent supportés à parts égales entre les co-investisseurs) et facilite un investissement progressif »

Contrairement à ce qui pourrait être compris, l'offre de France Télécom (la seule offre publiée à ce jour par un opérateur d'envergure nationale pour les poches de basses densité) prévoit bien un régime de partage des coûts entre coinvestisseurs identique dans l'ensemble de la zone très dense, y compris dans les poches de basse densité. Ceci permet de disposer de modalités cohérentes au sein de l'ensemble des communes de la zone très dense et est cohérent avec les décisions de l'ARCEP.

France Télécom renvoie à sa synthèse figurant en début de document pour ses commentaires généraux principaux.